

ARRÊTÉ PROVISOIRE DE MODIFICATION DU STATIONNEMENT RUE
SAINTE-CATHERINE (TRAVAUX DE RÉHABILITATION D'UNE HABITATION)

Nous, maire de la Ville de Laval,

Vu les articles L 2213-1 et suivants du code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Route et notamment les articles L.411-1 et suivants,

Vu l'article R. 610-5 du Code pénal,

Vu l'arrêté du 6 novembre 1992 modifié relatif à l'instruction interministérielle sur
la signalisation routière (livre 1 – huitième partie – signalisation temporaire),

Vu notre arrêté n° 57 / 2023 en date du 06 novembre 2023 portant délégation de
fonctions à Monsieur Benoît Moulinais, Directeur de la Voirie et de L'Éclairage
Public au sein de la Direction Générale Adjointe des Transitions Écologiques au
Quotidien,

Vu la demande en date du 22 avril 2024,

Considérant que les travaux de réhabilitation d'une habitation au n° 6 rue Sainte-
Catherine nécessitent la réglementation du stationnement dans la dite voie,

ARRÊTONS

Article 1^{er}

Du LUNDI 13 MAI 2024 au VENDREDI 07 JUIN 2024, le stationnement est interdit
rue Sainte-Catherine, sur quatre emplacements, au droit des n^{os} 2 à 6.

Article 2

Le stationnement est rendu aux usagers du vendredi 17h30 au lundi matin 07h30.

Article 3

La circulation des piétons est déviée et sécurisée par l'entreprise chargée des
travaux.

Article 4

Les panneaux réglementaires de signalisation et le balisage de la circulation
piétonne sont mis en place par l'entreprise chargée des travaux et sous sa
responsabilité.

Article 5

Les véhicules restés en stationnement gênant sont enlevés par l'entreprise
habilitée sur réquisition par les services de Police, en application de l'article R417-
10 du Code de la Route.

Article 6

Les panneaux réglementaires d'interdiction de stationner sont mis en place par le
demandeur 24 heures avant le début des travaux afin de signaler ces dispositions
aux usagers.

Article 7

L'entrepreneur est chargé d'aviser par écrit dans les 24 heures qui suivent la fin du chantier le Commissariat de Police et le Centre de Secours.

Article 8

Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur à la date de la mise en place de la signalisation qui les portera à la connaissance des usagers.

Article 9

Les intéressés disposent d'un délai de deux mois à compter de la notification pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif, 6 allée de l'Île Gloriette à NANTES 44041 Cedex, contre le présent arrêté. Le Tribunal Administratif de Nantes peut également être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 10

Madame la Directrice Générale des Services de la ville, Monsieur le Directeur départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



Le maire,
Pour le maire et par délégation,
Le Directeur de la Voirie et de
L'Éclairage Public,

Benoît MOULINAIS

Affiché le :

30 AVR. 2024

Exécutoire le :

30 AVR. 2024